



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne
n° 20 – juillet 2012

Linguistiques et colonialismes

Numéro dirigé par Cécile Van den Avenne

SOMMAIRE

Cécile Van den Avenne : *Linguistiques et colonialismes : communiquer, décrire, imposer.*

Cécile Van den Avenne : *Linguistique et colonialisme, 1974-2012, un entretien avec Louis-Jean Calvet.*

Gilles Couffignal, Michel Jourde : *Linguistique et colonialisme : la place des études sur le XVI^e siècle européen.*

Christian Lagarde : *Le « colonialisme intérieur » : d'une manière de dire la domination à l'émergence d'une « sociolinguistique périphérique » occitane.*

El Hadji Abdou Aziz Faty : *Les enjeux du processus de grammatisation du pulaar vus à partir de la Grammaire de la langue poul (Faidherbe, 1882).*

Aurélia Ferrari : *Des archives coloniales de Lubumbashi aux pratiques et représentations linguistiques actuelles : persistance d'un « impérialisme » linguistique ?*

Alice Goheneix : *Stratification linguistique et ségrégation politique dans l'Empire français : l'exemple de L'AOF (1903-1945).*

Géraldine Méret : *Le nom propre et la propriété. Quelques problèmes posés par la nomination en situation coloniale et missionnaire : le cas des Capucins français de Maragnan.*

Cécile Van den Avenne : *« De la bouche même des indigènes ». Le statut de l'informateur dans les premières descriptions de langues africaines à l'époque coloniale.*

Comptes rendus

Céline Amourette : *T. Stolz, C. Vossman, B. Dewein (dirs.), 2011, Kolonialzeitliche Sprachforschung. Die Beschreibung africanischer und ozeanischer Sprache zur Zeit der deutschen Kolonialherrschaft [Recherches linguistiques au temps des colonies. La description des langues africaines et des langues océaniques au temps de la domination coloniale allemande], Akademie Verlag, Brême, 312 p., ISBN: 978-3050051901.*

Clara Mortamet : *Sara Pugach, 2012, Africa in translation – A history of Colonial Linguistics in Germany and Beyond, 1814-1945, The University of Michigan Press, 291 p., ISBN : 978-0-472-11782-6.*

**LE « COLONIALISME INTÉRIEUR » :
D'UNE MANIÈRE DE DIRE LA DOMINATION À L'ÉMERGENCE
D'UNE « SOCIOLINGUISTIQUE PÉRIPHÉRIQUE » OCCITANE**

Christian Lagarde

Université de Perpignan – Via Domitia, EA 764 CRILAUP

Il pourra paraître surprenant de trouver au sein de ce numéro thématique consacré à « Linguistiques et colonialismes » une contribution qui concerne un autre type de terrains. Au motif bien connu que comparaison n'est pas raison, on a volontiers perçu de manière négative et parfois scandalisée la notion de « colonialisme intérieur », née en France dans les années soixante du siècle dernier, en plein contexte de décolonisation plus ou moins forcée. Comparer ce mouvement, qui est la traduction dans les actes politiques du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » proclamé aussi bien dans les principes de la Révolution française que dans le texte de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, à une mise en cause interne de l'Etat-nation, constitue l'objet du litige.

Or comment douter que certains ouvrages-clés, brûlots raisonnés de la décolonisation, aient été lus avec le plus grand intérêt dans l'optique régionaliste (voire nationaliste ou indépendantiste) par les leaders des minorités ethnolinguistiques de la France qui les mettaient en débat public ? Selon eux, le processus historique lent de constitution de la France métropolitaine aurait connu dans l'empire colonial des formes de domination similaires, mais dotées d'une accélération spectaculaire et d'un aboutissement encore en devenir dans l'Hexagone.

Les politiques linguistiques impulsées du sommet de l'Etat depuis 1792 ont en effet passablement tardé à produire les effets escomptés, mais elles y ont dans l'ensemble bien réussi. Et de ce point de vue, les années 60 qui nous servent de référence sont un moment décisif de rupture de la transmission intergénérationnelle de ce que l'on appelle « langues régionales » en lieu et place de « patois », dénomination devenue irrecevable pour les *intelligentsia* concernées. En effet, comme l'a très justement écrit Louis-Jean Calvet dans *Linguistique et colonialisme*, elles dénoncent « ce droit de nommer [qui] est le versant linguistique du droit de s'approprier » (Calvet, 1974 : 57).

Notre entrée dans cette vaste problématique sera occitane¹ et partira du lieu et de la circonstance mêmes où et pour lesquels a été forgée la notion de « colonialisme intérieur », à

¹ Le rapprochement a déjà été fait par Georg Kremnitz dans sa contribution « La recherche (socio)linguistique en domaine occitan » (Kremnitz, 1988), et se justifie par ailleurs au vu de références bibliographiques qui émaillent *Linguistique et colonialisme* (Calvet, 1974). Je n'entrerai pas ici dans la polémique de dénomination occitan vs langue d'oc, ni dans celle portant sur l'existence ou non de l'Occitanie. Je considère pour ma part les deux

savoir de la longue et dure grève – 64 jours de conflit – des mineurs du bassin houiller de Decazeville (Aveyron), du 19 décembre 1961 au 22 février 1962. Cette lutte, nous le verrons, mobilise non seulement l'ensemble des acteurs locaux, mais aussi la presse nationale, des sociologues de renom et le milieu occitaniste, qui tout en défendant la langue délaisse l'optique culturaliste traditionnelle pour intégrer une dimension sociopolitique jugée intimement liée au sort de la langue et de la culture.

De ce point de vue, Decazeville s'est révélé épicerie d'une dynamique globalisante, catalyseur de réflexions sous-jacentes à travers la création, à côté de l'Institut d'Etudes Occitanes (IEO), d'un Comité Occitan d'Etude et d'Action (COEA). Celui-ci s'exprime dans des actions et une réflexion incarnée par la revue *Viure*. Decazeville est sans doute aussi le véritable point de départ d'une sociolinguistique « périphérique » occitane en devenir, essentiellement basée sur des enquêtes de terrain et une analyse de discours politique et de fiction littéraire. Nous tenterons de montrer comment, empruntant idéologiquement aux luttes anticoloniales, cette sociolinguistique en vient, au cours des deux décennies suivantes, à se constituer un outillage conceptuel et méthodologique désormais applicable aux territoires postcoloniaux victimes, à l'image de l'Occitanie, de processus que Calvet (1974) dénommera « glottophages ».

Le « colonialisme intérieur », une notion en contexte

Le premier quatrain du poème de circonstance « Los carbonièrs de La Sala » (« Les mineurs de charbon de Decazeville »), écrit par Jean Boudou (1980) – en occitan, Joan Bodon, enfant du pays rouergat et l'un des auteurs d'importance des lettres occitanes contemporaines –, exprime bien le lien entre la contrainte de « modernisation » économique, les cadres de la pensée idéologique et le dévoilement d'une identité linguistique et culturelle occultée :

*Los carbonièrs de La Sala
Occitans sens o saber
Cantan l'Internacionala
La cançon del desesper.*

Les mineurs de Decazeville
Occitans sans le savoir
Chantent l'Internationale
La chanson du désespoir.

La Salle, située au nord-ouest de l'Aveyron, patrie de Paul Ramadier et site d'exploitation traditionnelle du charbon, a connu en 1826 la Révolution industrielle sous l'impulsion du duc Decazes, qui allait donner son nom à la bourgade, dès lors en rapide expansion. L'année 1886 est marquée par une grève pour des motifs salariaux, au cours de laquelle le sous-directeur des houillères est défenestré, ce qui motive l'envoi de la troupe par le général Boulanger, au nom du gouvernement. Après la Seconde guerre mondiale, le développement de l'énergie hydroélectrique, la découverte des riches champs pétrolifères du Sahara de l'Algérie française, celle d'un important gisement de gaz naturel à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) et les perspectives offertes par l'énergie nucléaire, ont condamné l'exploitation du charbon, fût-ce comme à Decazeville où les puits avoisinent une mine à ciel ouvert.

Dans une zone fondamentalement rurale, la mine fournit des emplois, propose des salaires attractifs par rapport à l'agriculture, mais Decazeville y est comme une verrue du point de vue

premiers termes comme synonymes, et que Occitanie signifie « Pays d'Oc » ou « Pays de langue d'oc » selon la dichotomie traditionnellement admise par les dialectologues oc vs oïl. Concernant l'accès à la bibliographie portant sur le domaine occitan, on consultera avec profit le site du Centre Interrégional de Développement de l'Occitan (CIRDOC, Béziers) à l'adresse : <http://www.locirdoc.fr>

social et politique. Comme le dit plaisamment André Pradel, acteur de la grève, « La Salle est un nid de culs diablement rouges au milieu d'une couvée de culs blanc-pâle » (Pradel, 1975 : 41)². En 1961, c'est tout simplement la fin des Houillères, qui emploient encore plus de 2 000 mineurs (elles en comptaient 9 000 au début du siècle, 5 200 en 1945), qui se profile ; la fin aussi des avantages sociaux destinés à compenser la pénibilité, les maladies (50 % des mineurs sont frappés de degrés divers d'incapacité) et les risques du métier (Marcy, s. d.). La grève se propage : la population prend conscience de la crise de l'emploi à venir, dans un département où l'agriculture perd depuis longtemps des bras. Et la solidarité se manifeste au quotidien : « les paysans qui depuis le début portent à manger aux mineurs » (Mallet, 1962, repris par Bodon et al., 1975 : 78), les enseignants, les cheminots les élus qui, même si c'est de manière modérée (l'Aveyron est un département profondément catholique et conservateur) démissionnent collectivement, font corps avec les grévistes, tout comme l'archevêque de Rodez qui s'implique personnellement dans leur défense (Marcy, *op. cit.*). Le 26 janvier 1962, une manifestation regroupe 50 000 personnes qui protestent contre le refus du pouvoir gaulliste d'entendre les revendications de désespoir. L'entreprise nationalisée et l'Etat lâchent un peu de lest sur les salaires et surtout entretiennent l'illusion d'un avenir avec des promesses de reconversion toujours irréalisées. Si bien que le 22 février, les quelque 1 500 mineurs qui occupent le fond depuis le 23 décembre, cessent le mouvement, sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Pradel le dit non sans amertume : « Nous étions loin de ce que nous avions voulu, mais tout a une fin. La grève [...] mourait d'avoir trop duré. [...] Il nous aurait fallu une autre aide [...] dans l'action » (Pradel, 1975 : 55). À commencer par les élus ou par la FDSEA de l'Aveyron, qui s'engagent trop mollement ou pas du tout.

Au cours de la grève, les mineurs ont défendu leurs revenus et leurs avantages, mais la médiatisation du conflit lui a conféré une dimension symbolique qui va bien au-delà, aussi bien au plan local que national. Les nationalisations réalisées à la Libération ont fait de l'Etat le propriétaire des secteurs économiques stratégiques. Émanation des citoyens, il est censé non seulement les représenter mais aussi les protéger ; or en abandonnant leur outil de travail, en surveillant ou réprimant leurs manifestations, il endosse un tout autre rôle, le même qu'en 1886. Il a beau se vouloir planificateur de l'activité économique et rectificateur des déséquilibres inter et intrarégionaux – à travers un « aménagement du territoire » qu'incarnera à compter de 1963 la DATAR – il en est, au moins dans un premier temps, le liquidateur.

Mais c'est surtout le journaliste Serge Mallet, envoyé spécial à Decazeville pour « couvrir » la grève qui jette un pavé dans la mare en publiant dans le numéro de *France Observateur* daté du 11 janvier 1962, un article intitulé « La révolte des colonisés de l'intérieur » (Mallet, *ibid.*). C'est par lui, et dans les circonstances brièvement évoquées plus haut, qu'advient publiquement³ la formule, synonyme selon lui de « malheur collectif », qui retient ici notre attention, Mallet déclare : « Il s'agit d'un problème national. Il s'agit d'éclater la structure coloniale, je dis bien coloniale, de la moitié des départements français ». Selon lui, ce conflit minier « porte des dimensions nouvelles » et les solidarités qu'il a pu déclencher renvoient leurs acteurs à « pens[er] l'ensemble d'un problème », qui est aussi le leur, mais « trop grand pour pouvoir être réglé par des demi-mesures, tant il est vrai que, conçue comme elle l'est, “la décentralisation, c'est du folklore” » (*ibid.*). Dans son article, Mallet justifie sa formule choc en établissant des parallèles avec les pays qui viennent de se défaire de l'emprise coloniale française :

Comme le phosphate tunisien était traité en métropole, le charbon de l'Aveyron est toujours allé alimenter les industries du nord de la Loire. Comme les olives de Tunisie étaient pressées en France, les bœufs de l'Aveyron vont se faire tuer à Paris et leur cuir,

² Je traduirai systématiquement de l'occitan tous les extraits rédigés dans cette langue.

³ En tant qu'il la diffuse dans un organe de presse. Sur la paternité en elle-même de l'expression, cf. note *infra*.

leur graisse et autres sous-produits se traitent dans la région parisienne. Source de matières premières, l'Aveyron, du temps où le charbon était le principal élément de la richesse industrielle, n'eut pas la possibilité de développer ses industries.

L'interpellation par la langue

L'occitan dans la lutte

Parmi les clichés de presse qui illustrent la grève de Decazeville, l'un retiendra particulièrement l'attention : on y voit des mineurs arborer une banderole portant l'inscription : « Bibo la souldaritat. Nous daïssarem pas torssé » (Vive la solidarité. Nous ne nous laisserons pas tordre [nous ne plierons pas]). La langue choisie est celle quotidienne des mineurs, comme dans le bassin voisin de Carmaux (Gonzalez, 1977), une langue qu'ils appellent « patois ». La position de l'auteur du libellé, André Pradel, révèle tout un paradoxe. La banderole est écrite dans une orthographe francisée qui renvoie à la domination diglossique mais qu'il justifie par le fait qu'« il fallait que les gens comprennent facilement » ; néanmoins l'élève par correspondance qu'il est du « Collège d'Occitania » de Toulouse, où il apprend la graphie « normalisée » de la langue occitane, s'est dit par la suite confus d'un tel choix (Pradel, 1975). Cette photographie symbolique ne sera pas sans conséquences. Pour les militants occitanistes de la principale structure qu'est l'Institut d'Etudes Occitanes (I.E.O.), dont l'état-major se divise depuis 1954 sur la nécessité ou pas de sortir des préoccupations linguistiques et culturelles « naturelles » pour aborder les aspects sociopolitiques et socioéconomiques du territoire, c'est une véritable interpellation : des gens du peuple dont ils prétendent constituer l'intelligentsia, vivent non seulement leur travail mais aussi leurs luttes dans la langue qu'ils entendent défendre⁴.

La grève entraîne immédiatement la création d'un Comité Occitan d'Etude et d'Action (C.O.E.A.), le 14 février 1962. Robert Lafont, qui en prendra vite la tête⁵, l'a confié : « Le C.O.E.A. est né de Decazeville, de la grève des mineurs, de la décision des écrivains de l'I.E.O. d'aller porter leur salut aux mineurs et, revenant de porter ce salut, se réunissant à Narbonne pour fonder quelque chose »⁶. Et Yves Rouquette (en occitan, Ives Roqueta ; 1975 : 144) en a confirmé la perspective :

L'important est qu'à l'occasion de Decazeville, l'élan est donné. Les occitanistes – en faisant face à des problèmes qui ne sont plus d'ordre purement culturel mais qui touchent au développement économique et aux conditions d'existence sociale en pays d'oc, à la construction d'une démocratie en prise sur les nécessités – se sont délivrés de leur blocage de 1945-1960 par rapport à la politique.

La question de l'escamotage de la paternité du terme « colonialisme intérieur » – Lafont dira, contrairement à Rouquette qui renvoie à Mallet, qu'il est « déjà prêt en milieu occitaniste » – est secondaire⁷. L'important est que Decazeville vient en écho au « schisme » précédemment évoqué de 1954 et consacre, pour deux décennies, l'aile politique de l'occitanisme face aux culturalistes. Ces derniers rappellent alors leur position par la plume de

⁴ L'un des fondateurs du C.O.E.A., Pierre Lagarde a déclaré : « [...] à Decazeville des mineurs, qui travaillaient dans ce pays que nous prétendions défendre, nommaient tout leur travail, toutes leurs tâches dans la langue que nous voulions utiliser. Cela a provoqué chez nous véritablement un choc ». (cité dans Abrate, 2001 : 505).

⁵ Robert Lafont (1923-2009), souvent durement critiqué mais incontournable, à l'impressionnante bibliographie, s'est imposé comme le chef de file de l'occitanisme contemporain et le « père » de la sociolinguistique occitane.

⁶ Cité dans Abrate, 2001 : 511-512 (entretien personnel du 14/06/83).

⁷ Pour la controverse, cf. Abrate, 2001 : 512-513 (texte et notes), ou l'introduction d'Yves Rouquette à *los carbonièrs de La Sala* (Bodon, Mallet, Pradel, Roqueta, 1975), ou encore la note 45 de Lafont, 1989 (incluse dans Lafont, 1997 : 35).

Félix Castan (qui vise principalement le courant qui aboutira à la création du Parti Nationaliste Occitan [P.N.O.] en 1959) :

*Un Institut d'Etudes, de par sa règle scientifique, ne peut admettre ni présuppositions scientifiques, ni postulats ethniques ou nationalistes, ni préalables politiques ou sociaux, ni axiomes économiques, ni préjugés d'origine géographique.*⁸

1954 est une date importante en effet à deux titres. En premier lieu, au regard d'événements majeurs de l'aventure coloniale française, puisque c'est aussi bien le dénouement tragique de Diem-Bien-Phu pour ce qui est de la présence de la France dans ce qu'on appelle alors l'Indochine, que le début d'un conflit dont les stigmates sont encore visibles de nos jours, la guerre d'Algérie – laquelle se termine au moment même de la grève aveyronnaise. 1954 a aussi son importance en Pays d'Oc. Le Félibrige fête le centenaire de sa création⁹, Robert Lafont le célèbre lui aussi, mais de façon iconoclaste, par son *Mistral ou l'illusion* (Lafont, 1954), et les membres de l'I.E.O., qui a supplanté l'organisme mistralien et s'est vu reconnaître d'utilité publique depuis 1949, sont eux-mêmes à un tournant. L'Institut est certes depuis sa création en 1945 un lieu de débat et de vives altercations, mais voilà qu'on atteint à présent la rupture. Il y a bien « trois fonctions » (littéraire, scientifique et pédagogique, en tant que, respectivement, créative, d'accès à la connaissance et de transmission de celle-ci)¹⁰ autour desquelles s'est noué un consensus politiquement ancré à gauche, mais voilà que Lafont, par effraction, impose une nécessité de l'action au niveau régional, sans remise en cause de l'héritage républicain de 1789. L'ambition n'est pas mince, qu'on en juge :

*Notre tâche est de faire du pays où nous vivons non pas une "réserve ethnographique et linguistique" mais une terre vivante, où il fait bon vivre. La base de l'occitanisme, plus j'avance dans ma réflexion, plus il me semble que nous la trouvons dans une résurrection économique qui ferait de l'Occitanie une "pointe avancée" de ce coin d'Europe, un pays où les hommes seraient actifs, confiants, entrepreneurs.*¹¹

La liquidation des houillères de Decazeville, en s'inscrivant dans une perspective diamétralement opposée à cette vision d'« une terre vivante où il fait bon vivre », motive donc le saut organisationnel de la création du C.O.E.A., dont les fondateurs entendent explicitement « ne pas gêner l'I.E.O. par leur nouvel engagement » (Lafont, 1974 : 272).

De la grève minière à l'aliénation

Le corps doctrinal de ce Comité, qui postule non seulement à l'étude (comme l'I.E.O.) mais aussi à l'action, trouve dans la création de la revue *Viure*, au titre en forme de slogan, un lieu d'exposition et de confrontation particulièrement dynamique et exigeant. Le numéro 1 paraît à Nîmes au printemps 1965. Lafont en est le directeur, le comité de rédaction est composé de Jean-Paul Bringuier, économiste, Claude Fabre, Guy Martin, géographe et Yves Rouquette, poète et prosateur d'oc. Le ressort de l'action y est clairement défini par Robert Lafont dans un long article intitulé « Sobre l'alienacion », aliénation qu'il analyse ici de manière rétrospective (« Du plus lointain passé jusqu'à nous », 1965a : 5) et multifocale, à travers le cheminement suivant. L'« aliénation ethnique » fait d'abord l'objet d'une définition générale, puis Lafont l'examine « au sein des lettres d'oc », ensuite comme « processus

⁸ Extrait de la motion présentée lors de l'Assemblée générale de l'I.E.O. de 1963 par Félix Castan, citée dans Abrate, 2001 : 540.

⁹ Que Joan Bodon a immortalisée en la prenant pour cadre de son « conte » *La Santa Estèla del Centenari* (Bodon, 1960).

¹⁰ Fonctions telles que les résume Abrate, d'après Lafont (Abrate, 2001 : 434-438).

¹¹ Robert Lafont, *Oc*, 197, été 1955, cité dans Abrate, 2001 : 464.

linguistico-politique », en considérant enfin « l’occitanisme de maintenance » comme « forme d’aliénation » – ce dernier point visant clairement le Félibrige, dont les cadres détiennent le grade de « mainteneur ». Dès la page suivante, les contours se précisent. Pour Lafont (*ibid.*),

L’aliénation culturelle du peuple d’oc est telle qu’il ne peut pas entendre ceux qui portent sa culture au niveau le plus élevé de conscience, mais [qu’il] traîne jusqu’à ce niveau toute une part d’aliénation collective, et [fait qu’]ils n’arrivent pas à comprendre suffisamment bien où se trouve la clé de la situation qui les étouffe, [qu’]ils ne parviennent même pas à concevoir quelle étude il faudrait mener pour [la] comprendre [ne serait-ce qu’un] peu.

L’aliénation enserme donc la société occitane dans son ensemble, et la connexion entre une élite intellectuelle en recherche d’une issue et le peuple, qui en est la principale victime, ne s’établit pas. D’autant moins que les « élites éclairées » se cantonnent à leur tour d’ivoire culturaliste. La suite et fin de l’article paraît dans le n°3 de *Viure* à l’automne 1965 avec pour sous-titre « Ara » (maintenant). La visée, qui est celle du développement, écrit Lafont, est « dans une invention politique accordée au concret des conflits provoqués. C’est là que passe le mouvement », comme ce fut le cas à la faveur des grèves de Decazeville, « première mise en mouvement de la réalité occitane depuis 1907¹² » (Lafont, 1965b : 18). Car il ne s’agit pas de se méprendre sur les concessions faites ici ou là par le pouvoir gaulliste en place depuis 1958, qui « favorise les aspects mineurs des cultures régionales, le folklore, les réalités touristiques, l’esprit de maintenance » (*op. cit.* : 16), puisque « ce que masque le nationalisme officiel, c’est une colonisation du territoire français, essentiellement de nous-mêmes » (*op. cit.* : 17).

De ce point de vue, les événements récents – à cette époque – que sont les derniers soubresauts de l’histoire coloniale française, sont susceptibles de fournir une clé interprétative précieuse pour la compréhension du phénomène de colonialisme intérieur. C’est « maintenant que cette logique explose », parce que la France est allée en Algérie jusqu’au bout de « cette voie sans issue » :

Là-bas, la France avait porté à son point de paroxysme le mécanisme de l’assimilation. [...] Pendant un siècle y a fonctionné un laboratoire de déculturation et de reculturation, qui résumait sept siècles de vie française métropolitaine (Lafont, *op. cit.* : 15).

Le lien ne saurait être plus explicite : le parcours que connaît et a connu l’expansionnisme colonial français, n’est que le reflet accéléré – du fait de la montée en puissance politique de l’Etat républicain et du potentiel économique et militaire du pays – de ce que la Couronne puis la République ont peiné à mettre en œuvre en métropole par voie de conquêtes et d’annexions – soigneusement occultées dans l’historiographie française (et l’enseignement qui en découle) sous des vocables neutres et déterministes tels que « union » ou « rattachement ». De même, le déclin de la puissance coloniale, observable de manière spectaculaire en ces années cinquante et soixante, est-il, de manière plus ou moins sous-jacente dans le discours de Lafont, appelé à s’accomplir et à ouvrir la voie à une ère nouvelle qui se présente sous les traits suivants :

En luttant pour notre langue et notre culture, nous luttons pour des relations culturelles européennes libres et contre toutes les provincialisations. En luttant contre la colonisation du territoire, nous luttons pour le mouvement et le progrès des sociétés. [...] Ainsi s’achève ce que nous pouvons dénommer le ghetto. [...] Le véritable problème est

¹² La date de 1907 renvoie aux luttes viticoles de Narbonne et Béziers.

celui de la créativité de la culture liée à cette langue, qui la mettra en dialogue avec l'histoire (Lafont, *op. cit.* : 19).

Le « laboratoire » idéologique de la décolonisation

Comme la plupart des analystes l'ont observé, l'importation d'une rhétorique de décolonisation n'est guère le fruit du hasard. Les guerres coloniales, surtout dans le contexte français d'une armée de conscription, impliquent de manière traumatique l'ensemble de la société, prise entre le souhait de voir se maintenir l'hégémonisme et la « grandeur » gaullienne de la France, et la douleur psychologique et physique des citoyens-soldats de retour des différents théâtres d'opérations. Les voix dénonciatrices venues des territoires colonisés filtrent à peine, que ce soit dans les grands organes de presse nationale (que le peuple lit peu) ou dans les sphères les plus cultivées et/ou politisées. Elles existent cependant et contribuent, comme nous venons de le voir, à nourrir la réflexion des métropolitains.

Memmi et Fanon, inspireurs du « colonialisme intérieur » ?

Il est coutume de rattacher le discours de Serge Mallet à des lectures de Frantz Fanon, dont *Les damnés de la terre* (1961) vient d'être publié au moment du conflit de Decazeville et où disparaît prématurément son auteur. On peut vraisemblablement les rattacher aussi à celle du *Portrait du colonisé, précédé du Portrait du colonisateur*, d'Albert Memmi (1957)¹³, paru quatre ans plus tôt, au moment où, après un an d'indépendance, la Tunisie devient une république¹⁴. En les analysant *a posteriori*, on comprend sans peine la grande influence qu'ils ont pu avoir, parmi d'autres mais en bonne place, sur le discours des occitanistes des années soixante et soixante-dix.

Le terme « aliénation » ne fait pas partie de l'argumentaire du Memmi de 1957, mais lorsqu'il écrit que ce qu'il dénomme « mystification », se traduit par le fait que, par un processus typique du rapport de domination, le colonisé « semble confirmer et justifier la conduite du colonisateur » (Memmi, [1957] 2002 : 118), nous n'en sommes pas si loin. En conclusion à son *Portrait du colonisé*, l'auteur ne s'attribue pas moins que la primeur d'avoir montré « la cohérence et la genèse de chaque rôle » (*op. cit.* : 169), le colonisé subissant la dépersonnalisation (« par la marque du pluriel », dit Memmi) au terme d'un « mécanisme de repétrissage » (*op. cit.* : 113) qui débouche sur un « portrait mythique » (*op. cit.* : 109) de l'ordre du stéréotype (« ce qui est suspect, c'est l'unanimité de l'accusation et la globalité de son objet », *op. cit.* : 111) et en creux (« il relève d'un manque », *op. cit.* : 113). En revanche, le vocable « aliénation culturelle » apparaît explicitement sous la plume de Frantz Fanon en tant que « caractéristique de l'époque coloniale » dont « le résultat global [...] était bien de convaincre les indigènes que le colonialisme devait les arracher à la nuit » (*op. cit.* : 201). Il le peut d'autant plus, écrit Fanon, que « par une sorte de perversion de la logique », il « distord [le passé du peuple opprimé], le défigure, l'anéantit » (*Ibid.*). Memmi lui fait écho, le résultat le plus grave étant ainsi selon lui, pour le colonisé, d'« être placé hors de l'histoire et hors de la cité, [...] hors du jeu » (*op. cit.* : 171-172).

Comment les occitanistes ne se seraient-ils pas reconnus dans ce processus de stéréotypisation que les leurs subissent depuis le XVII^e siècle, ou bien dans ce dispositif de déshistoricisation qui n'est en rien l'apanage des colonies ou de l'Outre-mer, mais dont il vont s'efforcer de montrer qu'il s'est également appliqué au territoire métropolitain, du démembrement des unités territoriales de l'Ancien régime par la création des départements ou

¹³ Le rapprochement se trouve explicité dans Kremnitz, 1988.

¹⁴ Cet essai sera traduit par la suite en occitan (Rapin, 1983), avec en post-face une interview d'Albert Memmi réalisée par Georges Blanc, fondateur des Editions Vent Terral.

du projet de l'abbé Grégoire (en 1792) d'« anéantissement des patois » au sein de la jeune nation républicaine, jusqu'à l'inculcation d'une seule et même Histoire de France à travers l'œuvre scolaire de la seconde moitié du XIX^e siècle ?

Entre « les deux univers symbolisés, portés par deux langues, [qui] sont en conflit », comme l'affirme l'auteur du *Portrait* (Memmi, *op. cit.* : 136), les dénommés tour à tour « lettrés », « intellectuel(s) » ou « écrivains » ont une place bien spécifique, puisqu'ils sont, en tant qu'avant-garde de leur peuple, spécialement acculturés. Parce qu'ils ont « assimilé la culture de l'occupant », ils sont pour Fanon « le lieu vivant de contradictions qui menacent d'être insurmontables » (*op. cit.* : 207). Memmi partage en tout point ce diagnostic : pour lui, « il[s] incarne[nt] toutes les ambiguïtés, toutes les impossibilités du colonisé, portées à l'extrême degré » (*op. cit.* : 137). Les intellectuels dominés ont bien la possibilité de s'isoler des masses en « s'obstin[a]nt à cultiver la langue de leur peuple, à la perpétuer dans ses splendeurs savantes et passées » alors même que « ces formes subtiles ont perdu, depuis longtemps, tout contact avec la vie quotidienne, sont devenues opaques pour l'homme de la rue » (*op. cit.* : 135), comme le formule Memmi, mais en agissant ainsi, selon Fanon, ils n'envisagent leur culture d'origine que comme « un stock de particularismes » et « il[s] se comporte[nt] ainsi comme [des] étranger[s] » (Fanon, *op. cit.* : 212). À cet égard, Memmi juge qu'ils se voient acculés à « la seule alternative possible » à son sens, à savoir celle entre « l'assimilation ou la pétrification » (*op. cit.* : 131).

Or il se trouve que les occitanistes de l'I.E.O. sont tous ou presque des intellectuels : médecins, cadres, enseignants et universitaires surtout, souvent spécialistes de littérature française, qui nagent eux aussi en pleine contradiction, en tant qu'héritiers de l'École et/ou qu'agents de l'État dont ils fustigent l'action. Ces hommes qui se voient dans la nécessité impérieuse de fonder le C.O.E.A. au moment même où un désespoir qui s'exprime en patois/occitan se manifeste à Decazeville, ceux-là mêmes qui viennent de dynamiter le mythe mistralien basé sur un provincialisme félibréen réactionnaire, ne pensent guère autrement que les deux essayistes pourfendeurs de la colonisation. À eux aussi se posent les délicates questions que soulève Fanon : « Quels sont les rapports entre la littérature, le conflit – politique ou armé – et la culture ? [...] La lutte nationale est-elle une lutte culturelle ? » (*op. cit.* : 233). Il leur revient, comme semble les y inviter Memmi, de relever le défi d'éviter aux leurs d'être « condamné[s] à perdre progressivement la mémoire » (*op. cit.* : 131) et même, pourquoi pas, comme l'écrit Fanon, de « secouer le peuple » (*op. cit.* : 207).

Le ressort est plus explicitement pour ce dernier l'éveil de « la conscience nationale » qu'il considère « la forme la plus élaborée de la culture », mais dont il prend bien soin de préciser qu'elle « n'est pas le nationalisme » (*op. cit.* : 235), solidarité tiers-mondiste de l'Antillais devenu activiste du FLN oblige. Nos deux essayistes ont en effet pour finalité l'abolition de la domination, qui passe par une émancipation dépourvue de moyen terme : selon Memmi « il est impossible que la situation coloniale perdure parce qu'il est impossible qu'elle soit aménagée », sachant que le colonisé ne peut jamais avoir que deux réponses alternatives : « l'amour du colonisateur et la haine de soi » ou bien « la révolte » (*op. cit.* : 169). Un tel combat est pour Frantz Fanon « nécessairement triomphant » et il a pour vertu de « réalise[r] le maximum de conditions pour le développement et l'invention culturels » (*op. cit.* : 234).

Les voies de la « décolonisation intérieure »

Du côté occitan, le projet de décolonisation par l'indépendance, qui est celui des dénommées « colonies », se heurte à la fois à la contiguïté territoriale (où poser les frontières ?) et surtout à l'ancienneté du processus d'assimilation dénoncé en termes d'aliénation. Car au fil de sept siècles, l'Occitan est devenu à la fois lui-même et l'autre (francisé et donc français) ; depuis la Révolution, il a qualité de citoyen et non d'« esclave ». C'est en cela que le « colonialisme intérieur » se singularise par rapport à l'entreprise

coloniale que nous dirons « classique ». Sur le terrain organisationnel, seul le P.N.O. de François Fontan est un partisan déterminé de l'indépendance, basée sur le postulat de l'« ethnisme » et l'instauration « d'un système socialiste ». Il prône

[la] création d'un Etat occitan souverain, dirigé par des forces authentiquement nationales, entretenant des relations authentiquement nationales, entretenant des relations pacifiques avec toutes les nations du monde, mais menant résolument une politique anti-impérialiste (neutraliste) contre toute tentative de domination de la part d'autres états. (P.N.O., 1973 : 70)

En revanche, aussi bien les « culturalistes », comme Castan ou Ismaël Girard, exclus de l'I.E.O. en 1964¹⁵, que Robert Lafont ne remettent pas en cause l'existence du cadre national républicain français mais l'orientation « jacobine », néfaste à la langue et à la culture occitanes, source d'aliénation, qui y prévaut.

Néanmoins le P.N.O., dont l'audience reste très marginale, partage avec l'équipe du C.O.E.A. une position anticolonialiste. Ainsi, il réaffirme dans le même ouvrage daté de 1973, *Occitanie libre* (son slogan, qui orne à cette époque de nombreux bâtiments) ses thèses de toujours, à savoir qu'au sein du futur Etat occitan,

il y a des étrangers [...] qui n'ont pas les mêmes problèmes que les Occitans (en gros deux catégories, les colons, surtout français, et les victimes de l'impérialisme français, généralement immigrées du bassin méditerranéen, de l'Afrique noire, d'autres colonies françaises ; les premiers sont en principe des ennemis, les seconds devraient pouvoir s'allier à nous contre l'ennemi commun même si aujourd'hui ils en sont parfois les auxiliaires), de même que les Occitans émigrés ont aussi leurs problèmes en tant qu'Occitans. (P.N.O., 1972)

Robert Lafont, pour sa part, publie coup sur coup *La révolution régionaliste* (1967), *Sur la France* (1968), *Décoloniser en France : les régions face à l'Europe* (1971b) et dirige la même année *Le Sud et le Nord, dialectique de la France* (1971a). Du côté du C.O.E.A., paraît, également en 1971, aux Editions 4 Vertats (Quatre Vérités) nées de mai 68, *Le Petit livre de l'Occitanie* (Larzac, 1971)¹⁶, écrit « par une équipe du C.O.E.A. sous la direction de Jean Larzac », qui a précédemment répliqué à Lafont par un *Sous la France* (1969) moins conciliateur avec l'Etat-nation colonisateur¹⁷. La première partie de l'ouvrage de 213 pages est consacrée au « Fait historique » : le chapitre V traite de « La colonisation administrative », le suivant de « La colonisation mentale, linguistique, économique ». Ce dernier se subdivise significativement en sous-titres aux dénominations dénonciatrices : « L'aliénation », « L'école du mépris et de l'ignorance », « Ignorance de soi – Mépris de soi », « La colonisation économique » et « Le Midi rouge ». La deuxième partie porte sur « Le fait économique » et décline, au chapitre 1 « La dépossession industrielle » (dans laquelle Decazeville trouve sa place) ; au chapitre 2 « La liquidation de l'agriculture » ; au chapitre 3 « L'Occitanie livrée aux professionnels du tourisme ». On y retrouve donc l'ensemble de la thématique balayée depuis 1964.

Qu'il s'agisse d'une mise en perspective chronologique ou de traiter les thèmes d'actualité, l'enjeu est bien pour le collectif la dimension historique, l'inscription du sujet occitan dans l'Histoire. C'est ici que le parallèle avec Memmi prend tout son sens, à la fois dans la validation globale dont il fait l'objet et dans l'inflexion qui nécessairement s'y opère pour le

¹⁵ Lors de son assemblée générale de... Decazeville.

¹⁶ Au titre en forme de clin d'œil au *Petit livre rouge* de Mao, très en vogue à l'époque.

¹⁷ Et plus tard par un *Descolonisar l'istòria occitana*, en deux tomes, le premier : « Redusèires de caps » [Réducteurs de têtes], Tolosa, I.E.O., 1980, reprend et développe *Le petit livre de l'Occitanie* ; le second : « L'enemic dins la clòsca » [L'ennemi en tête], Tolosa, I.E.O., 1977, est comme on le voit publié auparavant.

« colonisé de l'intérieur » ; en effet, si, comme l'affirme l'essayiste tunisien, le colonisé « extérieur » se trouve « être placé hors de l'histoire et hors de la cité », celui de la métropole est partie prenante de cette dernière, au prix d'une aliénation plus subtile, puisque à la fois dans la cité et hors de l'histoire. Davantage encore qu'outre-mer, le « colonialisme intérieur » a usé et use, dit-on, d'une duplicité machiavélique, d'où l'ampleur et la difficulté de la tâche à mener à bien :

Décoloniser l'histoire ne se fait pas du jour au lendemain. L'histoire du peuple occitan n'a jamais été étudiée et présentée que sous le nom d'histoire de France, c'est-à-dire qu'elle n'a jamais été faite.

Décoloniser l'histoire, c'est, en un premier temps, dévoiler ce que l'on passe sous silence, des faits et gestes du colonisateur – et rétablir les perspectives : appeler défaite pour les Occitans ce qui est présenté comme victoire pour la France. À ce stade, on ne peut faire, à proprement parler, que l'histoire de la colonisation. Faire l'histoire du peuple occitan n'est pas encore possible. Peu à peu cependant, la clarté se fait sur telle ou telle époque (Larzac, [1971] 1972 : 8).¹⁸

À l'issue de cette confrontation nécessairement globalisante et réductrice de la pensée anticolonialiste menée depuis les Antilles et le Maghreb par Frantz Fanon et Albert Memmi, et de celle des Occitans comme représentants d'une dynamique qui s'impose, grâce au processus de décolonisation, aux minorités régionales de la France métropolitaine, il est possible de faire retour, comme a pu le faire Yves Rouquette dans la partie « Lo començament de quicòm » (Le commencement de quelque chose), sur la signification, dans un tel processus, de la grève minière de Decazeville de 1961-1962. C'est selon lui la

découverte de ce qu'est le pays d'oc dans la réalité de son aliénation. Découverte d'une décolonisation qui ne passera que par des luttes sociales concrètes contre les « vocations » assignées par le pouvoir. Découverte du camp où se situe désormais la bataille pour la langue d'oc : celui de l'anti-impérialisme. (Rouquette, 1975 : 144)

Retour vers la langue : l'élaboration d'une sociolinguistique occitane

La diglossie ne peut pas être neutre

Cependant, si l'on a vu certains de ses membres éminents déclarer s'éloigner, via le C.O.E.A., des préoccupations culturelles qui étaient à l'origine celles de l'Institut d'Etudes Occitanes, elles n'ont pas pour autant cessé, ni pour eux ni pour les « culturalistes ». Et c'est surtout le devenir de la langue, au moment même où le constat de l'interruption de sa transmission intergénérationnelle est patent (il date, au sein des classes populaires et selon les contrées occitanes, au plus tôt du début du siècle, le plus souvent de l'immédiat après-seconde guerre mondiale, au plus tard des années soixante), qui préoccupe les esprits, de la même manière que l'exode rural qui l'accompagne au rythme de la désindustrialisation et de la « touristification ». Il manque encore à la visée sociolinguistique initiée par Robert Lafont dès 1952 dans son article programmatique « Remarques sur les conditions et les méthodes d'une étude rationnelle du comportement linguistique des Occitans » (Lafont, 1952), des éléments-clés dont elle s'enrichira dans les décennies à venir, mais une sociolinguistique « périphérique » préoccupée des usages langagiers du quotidien y est en germe. Ce n'est qu'en 1959 (grâce à Charles Ferguson ; 1959) et plus précisément encore qu'en 1967 (grâce à

¹⁸ Ce à quoi Yves Rouquette ajoutera lors de la publication de *Los carbonièrs de La Sala* (1975 : 5) : « Notre histoire [...], c'est nous qui devons la faire. Nous qui ne sommes véritablement pas des historiens. »

Joshua Fishman ; 1967) que la pierre angulaire de l'aliénation linguistique se présentera sous la forme d'un vocable pourtant forgé dès 1928 par le grec Jean Psichari (gendre d'Ernest Renan), mais oublié dans un numéro du *Mercur de France* : la « diglossie » (Psichari, 1928). Cette notion parvient cependant aux linguistes occitans par un chemin détourné : celui de Barcelone et Valence, à l'initiative d'Antoni M. Badia i Margarit (1964) qui l'a importé des U.S.A., puis de Lluís Vicent Aracil (1965, 1982) et de Rafael Lluís Ninyoles (1969) qui l'utilisent pour configurer leur modèle du conflit (socio)linguistique.

Ce n'est pas ici le lieu de montrer les affinités faites de contiguïté géographique et de destin historique des territoires de langue occitane et catalane, sans doute la même à l'origine médiévale et sans conteste partagée dans la lyrique des Troubadours jusqu'au XV^e siècle. La réceptivité qui se manifeste depuis le milieu du XIX^e siècle de part et d'autre de la frontière politique à la faveur de l'« éveil des nationalités » est manifeste, sans doute plus complexe que certains ont voulu le penser et ont pu l'écrire. En 1965, au moment où Aracil publie, à Nancy et en français, son article « Conflit linguistique dans l'Europe moderne » (Aracil, 1965), la situation sociopolitique et socioculturelle des pays d'oc et catalans est certes différente mais en partie similaire. En Espagne, la « nationalisation des esprits », qui se traduit en fait chez les minorités linguistiques et culturelles par l'aliénation dont il a été longuement question jusqu'ici, est loin d'avoir atteint le degré qu'elle connaît en France.

Les Espagnols n'ont eu véritablement conscience d'une communauté nationale qu'à la faveur des invasions napoléoniennes du début du XIX^e siècle et la notion de citoyenneté n'y est guère vécue tant au plan collectif qu'individuel ; d'autre part, corrélativement, la faiblesse de l'Etat et particulièrement de l'alphabétisation n'a pas contribué comme en France à la diffusion de la langue nationale. La diglossie, c'est-à-dire l'inégalité d'usage et de représentation entre la langue d'Etat et la langue régionale/vernaculaire est tout aussi présente de part et d'autre des Pyrénées, mais la stigmatisation des « patois » (terme intraduisible autrement que par « dialecte », moins connoté) n'est pas de mise en Péninsule ibérique et l'Ecole ne s'y en est pas fait le puissant relais. Dans les années soixante, la dictature franquiste se propose, au nom d'une Espagne « une, grande et libre », d'éradiquer les langues autres que celle de l'Etat. Mais la brutalité de la répression des usages publics ne fait que renforcer la volonté de maintenir les usages domestiques et privés. Le « conflit linguistique » mis en évidence par Aracil résulte de la frontalité du rapport de force, qui contraste avec l'insidiosité de l'aliénation à la française.

Il n'en demeure pas moins qu'Occitans et Catalans se retrouvent pour ne pas juger « neutre » la diglossie qu'ils connaissent, à la différence des sociolinguistes anglo-saxons dont Uriel Weinreich fait figure de chef de file. Son étude de 1953 sur la Suisse alémanique, *Languages in contact* (Weinreich, [1953] 1968), met en effet en évidence une « diglossie stable » et non conflictuelle, alors que, pour la désormais « sociolinguistique périphérique » (par rapport au « centre » américain), selon la formule ultérieure de Lamuela et Boyer (1996 : 149),

L'Histoire montre qu'il n'y a que deux issues à la modalité extrême de la dominance sociolinguistique d'où est exclue une quelconque stabilité des usages : la minoration, la subordination [...], puis la substitution de la/des langue(s) en position de faiblesse par la langue en position de force, ou alors la résistance collective, l'autonomisation (et donc la standardisation) et la normalisation de la/des première(s) grâce [...] à une politique linguistique institutionnelle.

La menace substitutive n'est pas pur fantasme, surtout en Occitanie, et les étapes successives vers une « normalisation »¹⁹ constituent autant de leviers de désaliénation : la

¹⁹ « Normalisation » bien plus aléatoire en territoire occitan que dans les Pays catalans, compte tenu à la fois de l'absence d'instances politiques véritablement décisionnaires et des effets inhibiteurs de l'aliénation.

« codification » par l'autonomisation linguistique en matière de graphie, de morphosyntaxe et de lexicque ; la « standardisation » par le retour de cette codification à travers les usages sociaux ; la « normalisation » par la prise en charge sociopolitique. La substitution linguistique qui menace n'est autre que l'expression de ce que Louis-Jean Calvet vient de nommer, en contexte colonial, la « glottophagie » (Calvet, 1974). L'heureuse métaphore du « sociolinguiste de gouttière » vaut aussi bien pour la langue que pour la culture qu'elle véhicule. En contexte occitan, pour ce qui est de la langue quotidienne, le français prend le pas sur la langue d'oc qu'il ingère pour ne la laisser subsister qu'à l'état de traces ; de même, un regard panoramique sur les productions littéraires de langue d'oc révèle comment, en allant des glissements graphiques successifs jusqu'à la captation des meilleurs créateurs, l'entreprise culturelle de « colonialisme intérieur » opère de manière tentaculaire et inexorable, en nourrissant la littérature de langue française de thèmes, d'œuvres et d'auteurs.

Le « francitan », marqueur d'aliénation

Le titre même de l'article de Lafont de 1977 « La diglossie en pays occitan, ou le réel occulté », avec son bref « Aperçu sur la situation diglossique d'aujourd'hui » (Lafont, 1977a), dit bien l'effet de l'historiographie stato-nationale sur les comportements des locuteurs. Il s'inscrit dans la lignée de la création à Montpellier du Groupe de Recherche sur la Diglossie Franco-Occitane dont les *Cahiers (CGRDFO)* ont vu le jour en 1974 – relayés par la suite par la revue *Lengas* – et dont le corps théorique est synthétisé dans l'article du n° 61 de la revue *Langages* de Philippe Gardy et Robert Lafont « La diglossie comme conflit : l'exemple occitan » (1981). Le haut degré d'aliénation se lit en territoire occitan dans l'interlecte dénommé « francitan », sorte de français régional à base occitane dans lequel l'occitan n'est pas simple coloration lexicale plus ou moins typifiante ou folklorisante, mais le fondement même, par la syntaxe, du parler hybride. En pareil contexte,

[...] rien n'est simple même suivant cet ordre double [langue A et langue B, ou Haute et Basse, selon les catégorisations de Ferguson et Fishman]. Car la langue A, le français, se présente en niveaux d'usage, et non en une forme simple, univoque. Et il faut bien faire un sort au système hybride, mais dont l'autonomie fonctionnelle se dégage comme d'un nouveau système : nous voulons parler de ce français méridional qu'on appelle aujourd'hui plus stratégiquement francitan. Quant à la langue B, on ne saurait plus la prendre, à l'époque contemporaine, selon l'unité ponctuelle que posait la dialectologie traditionnelle (Lafont, 1977a : 26-27).

L'étude sociolinguistique du francitan, basée sur des enquêtes de terrain, permet donc de percer à jour les processus de l'aliénation diglossique. À la différence de la sociolinguistique catalane²⁰, pour laquelle existe, selon le titre révélateur d'un ouvrage de Francesc Vallverdú, *Dues llengües, dues funcions* (Vallverdú, 1970), une fonction pour chaque langue, Lafont préfère définir « l'espace linguistique » occitan « comme une somme de fonctionnements diglossiques », ce qui revient, dit-il, à

considérer chaque situation linguistique comme l'actualisation de comportements idéologiques implicites, ceux mêmes que l'histoire de la diglossie explique et qui se reconduisent dans la situation de l'enquête (ibid.).

La rétrospective de son propre cheminement que nous offre ce même auteur dans son article « Trente ans de sociolinguistique occitane (sauvage ou institutionnelle) » paru en 1989 dans le n° 25 de la revue *Lengas* (Lafont, 1989), nous permet d'y voir un peu plus clair dans la spécificité de la sociolinguistique occitane qu'il a fortement contribué à constituer, et

²⁰ Henri Boyer les a très utilement synthétisées dans son article « “Diglossie” : un concept à l'épreuve du terrain. L'élaboration d'une sociolinguistique du conflit en domaines catalan et occitan » (Boyer, 1986).

surtout dans le lien entre « aliénation » et « fonctionnements diglossiques » qui devient sa « marque de fabrique ». Il s'en explique en ces termes *op. cit.* : 37 :

La différence méthodologique est que l'aliénation, telle qu'elle était décrite en 1965, concernait une collectivité, une société (par derrière la description, il y avait un certain concept d'« inconscient collectif », dont nous débattions beaucoup en 1952, sans l'invalider non plus au nom de l'orthodoxie freudienne) alors que la diglossie, syntagmatisée dans les performances, concerne un sujet individuel.

La « textualisation de la diglossie », comme révélateur de l'aliénation

À côté des productions langagières recueillies en situation d'enquête, la sociolinguistique initiée par Robert Lafont envisage aussi d'emblée (lui-même étant, comme beaucoup de membres de l'I.E.O., un auteur littéraire – prolixe dans son cas) de travailler sur l'écrit en combinant la visée sociolinguistique et celle de l'analyse textuelle et discursive. Le champ d'investigation est vaste, depuis les manifestes politiques jusqu'à la littérature. Ainsi se dessine le domaine de la « textualisation de la diglossie », dont le *Mistral ou l'illusion* de 1954 était sans aucun doute le précurseur, dans sa prise en compte de la production littéraire et des discours de tous ordres du grand maître du Félibrige.

À cet égard, le double numéro de *Lengas* consacré à *La question linguistique au Sud au moment de la Révolution française* (Boyer & Gardy, 1985, puis, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution célébré par la France avec beaucoup d'éclat, le volume traitant du *Discours occitan de la période révolutionnaire* (Boyer, Fournier *et al.*, 1989), montrent comment la réception et la production discursives de cette époque troublée témoignent d'un basculement du fédéralisme vers le centralisme et du rôle complexe et souvent ambigu que l'on a fait jouer au couple linguistique occitan-français dans la communication des élites avec les masses – entre citoyens désormais présumés égaux. Ici, la « décolonisation » sociopolitique du Tiers-Etat se mue en « colonisation » linguistico-culturelle au seul profit de bilingues aliénés qui jouent habilement des registres de la diglossie. Dans cette même veine, les travaux de Philippe Martel sur le Félibrige (Martel, 2010) constituent eux aussi d'utiles instruments de dévoilement des différentes formes de manipulation discursive.

L'analyse sociolittéraire se révèle également pleinement rentable du point de vue du « colonialisme intérieur ». Elle permet notamment à Lafont de mettre en évidence ce qu'il dénomme les « ethnotypes » de l'Occitan, qui correspondent de manière saisissante aux stéréotypes dénoncés, dans le cadre du processus colonial, par Albert Memmi dans son *Portrait* comme ils l'avaient été par Frantz Fanon, pour ce qui est des Noirs, dans *Peau noire, masques blancs* (Fanon, 1961). Deux exemples peuvent suffire à en apporter la preuve, à des époques différentes et concernant des régions occitanes distinctes. L'article « “Certain renard gascon, d'autres disent normand” » (Lafont, 1992) renvoie à la figure du matamore gascon, dont « le bon roi Henri » IV puis d'Artagnan sont à l'origine, mais qui se fige et parcourt avec une certaine constance la littérature française depuis le XVI^e siècle jusqu'au XX^e. Significativement, Lafont conclut par cette phrase : « Il n'est pas de plaisanterie ethnique qu'on puisse blanchir d'une accusation d'oppression historique » (*op. cit.* : 162).

Il en va de même pour l'article intitulé « D'un autre lieu : la trilogie de Pagnol » (Lafont, 1977b). Si la lecture de *Topaze*, de *Marius* et de *Fanny* se fait du point de vue occitan, pour autant, prévient Lafont, « il faut lire, non *se* lire » (*op. cit.* : 125). Et sa lecture de Pagnol est très productive. Sommairement, elle révèle « un effacement politique » (*op. cit.* : 130), « une fable de moralité » (*op. cit.* : 133) dans laquelle « le populisme des classes moyennes masque le processus historique de condensation du fascisme » (*op. cit.* : 133), l'impuissance, par « mensonge et inaction » (*op. cit.* : 134) interposés, des « rituels de combat transformés en rituels de parole » (*ibid.*) ou du choix du « non-pouvoir de la voile » (*op. cit.* : 136) quand

l'avenir est à la navigation à moteur, ou bien encore le « surgissement dans le texte de phrases en langue d'oc » (*op. cit.* : 140) qui ne reflète en rien « une langue sociale » (*op. cit.* : 141), mais « le pays-langage en ostentation » (*op. cit.* : 142). À propos des *remakes* ultérieurs, Lafont diagnostique : « ce qu'apprend l'intertextualité, c'est bien la longue durée des fonctionnements idéologiques » (*op. cit.* : 148), autant dire le caractère quasi immuable des représentations stéréotypées que comporte la confrontation de l'identité à l'altérité, et sa soumission aux rapports de domination – assortie il est vrai de potentialités d'inversion.

En domaine occitan, les nombreux travaux de Philippe Gardy (1991 ; 1996), leur application sur des terrains variés par divers membres de l'« école sociolinguistique de Montpellier » et les appropriations méthodologiques qui en ont été faites ailleurs²¹, montrent à quel point la réflexion sociolinguistique ainsi appliquée au texte est opérante, pour autant qu'elle se porte sur une situation inégalitaire (mais n'est-ce pas le cas le plus fréquent ?) et tout spécifiquement postcoloniale, capable qu'elle est de révéler les failles discursives et partant idéologiques, aussi bien du dominant que du dominé, *mutatis mutandis*, aussi bien du « colonisateur » que du « colonisé ».

Conclusion

Le parcours que nous venons de faire nous a conduit à remonter d'un demi-siècle le cours de l'histoire. Cette époque des années cinquante, soixante (surtout) et soixante-dix, nous apparaît aujourd'hui lointaine voire archaïque, dans la mesure où la décolonisation est un fait acquis et où le front des luttes n'est plus marqué par les certitudes d'un avenir meilleur qu'offrait alors la vulgate marxiste. Des espoirs se sont concrétisés depuis lors, mais dont beaucoup ont été déçus, aussi bien par l'instauration d'un néocolonialisme et la substitution du colonisateur par les élites des pays naguère soumis, que par les progrès ravageurs d'une assimilation rampante en contexte métropolitain.

La grève des mineurs de Decazeville de 1961-1962 constitue une sorte de point d'orgue. Elle a représenté le catalyseur diffus d'une souffrance et d'une privation d'emploi et de perspectives économiques, de reconnaissance d'une identité linguistique et culturelle, d'autonomie si ce n'est d'indépendance. Mais elle a aussi constitué le point de rencontre de militants aux fonctions sociales diverses, qu'elle a mis en convergence pour faire de ce conflit, comme l'a écrit Yves Rouquette (1975), « le début de quelque chose », autour d'une dénomination déclenchante.

La notion de « colonialisme intérieur », inspirée des textes les plus aboutis de la lutte anticolonialiste mis en circulation dans l'espace francophone à cette époque (Fanon, Memmi), a en effet permis à un mouvement occitaniste idéologiquement divisé, tiraillé entre des personnalités remarquables mais aux *ego* souvent surdimensionnés, de poser un diagnostic clinique, qui vaut aujourd'hui encore, sur le traitement par la France de ses minorités : les « visibles », des outre-mers, les « invisibles » ou invisibilisées, de l'Hexagone. La « régionalisation » prônée par Robert Lafont – dont se sont en bonne partie inspirés les gouvernements socialistes qui l'ont mise en œuvre – s'est révélée bien timide, et nullement de nature à remettre en cause un rapport centre/périphéries qui demeure de nature similaire à celui de la puissance coloniale à ses conquêtes. Cette « régionalisation » n'est pas davantage

²¹ Concernant Montpellier, le recueil *Figures de l'interculturalité*, Montpellier, Praxiling – Université Paul Valéry, 1996, coordonné par Jacques Brès, Catherine Détrie et Paul Siblot, en témoigne, puisque les domaines hispanique, maghrébin, subsaharien et caribéen y sont abordés. Pour ce qui est des ailleurs, je citerai entre autres les travaux de Rainier Grutman sur la littérature canadienne et francophone. J'y ajouterai mes propres publications (*Des « écritures bilingues »*. *Sociolinguistique et littérature*, Paris, L'Harmattan, 2001, ou au titre d'éditeur, *Ecrire en situation bilingue*, Perpignan, PUP, 2004).

parvenue à préserver une identité linguistique et culturelle que l'intégration stato-nationale, européenne et les effets de la mondialisation ont condamnée faute d'espace propre d'affirmation. Mais le véritable ressort de ce bilan désenchanté est plutôt à rechercher du côté de l'aliénation, qui ronge insidieusement et implacablement les vellétés d'émancipation et d'estime de soi, dont la langue et la culture sont les étendards, ici frappés de diglossie.

Les militants occitanistes ont perçu à la faveur des événements de Decazeville et sans aucun doute sur la base de leurs lectures anticolonialistes, la nécessité de sortir de leurs bases de lettrés pour se faire l'avant-garde d'une réflexion politique émancipatrice en cohérence avec les lignes de leur action intellectuelle. Ce décentrement des énergies n'a pas pour autant tari la création ni le travail d'analyse critique en matière de langue, de littérature ou d'expressions artistiques diverses, conduisant entre autre à l'élaboration d'une sociolinguistique « anti-glottophage » axée aussi bien sur la parole que l'écrit, dont les résultats sont conséquents et les méthodologies exportables à toutes les situations de minoration, qu'elles soient explicitement postcoloniales ou pas.

Davantage que le modèle conflictuel catalan d'Aracil et Ninyoles, qui conçoit les rapports de force sous forme frontale, le modèle conceptuel et méthodologique occitan basé sur les « fonctionnements diglossiques », est particulièrement adapté à des situations, nombreuses dans les Etats issus de la décolonisation, où la glottophagie a fait et fait encore quotidiennement son œuvre. Comme en territoire occitan, la langue du colonisateur y a réduit les langues naturelles à des seconds rôles, parfois même à l'état de lambeaux, et il importe de mieux en comprendre les caractéristiques et d'en dégager les processus pour mieux tenter de contrecarrer ces derniers et de sauver ces langues. C'est sans doute là le mérite des principaux acteurs d'une « sociolinguistique périphérique occitane » toujours en état de marche qui, après leur avoir emprunté, est en mesure d'instaurer une juste réciprocité avec les langues et cultures victimes avérées de la colonisation.

Bibliographie

- ABRATE L., 2001, *Occitanie 1900-1968. Des idées et des hommes*, s.l., Institut d'Etudes Occitanes.
- ARACIL LI. V., 1965, « Conflit linguistique dans l'Europe moderne », Nancy, Centre Européen Universitaire.
- ARACIL LI. V., 1982, *Papers de sociolingüística*, Barcelona, La Magrana.
- BADIA i MARGARIT A.M., 1964, *Llengua i cultura ala Països Catalans*, Barcelona, Edicions 62.
- BODON J. [Jean Boudou], 1960, *La Santa-Estela del Centenari*, Rodez, Subervie.
- BODON J. [Jean Boudou], 1980, « Los carboniers de La Sala » in Bodon Joan, *Ren non val l'electro-chòc*, Riols, 4 Vertats, 14.
- BODON J., MALLET S., PRADEL. A., ROQUETA I., 1975, *Los carboniers de La Sala*, Enèrgas, Vent Terral.
- BOYER H, GARDY Ph. (eds.) 1985, « La question linguistique au Sud au moment de la Révolution française », *Lengas*, n°17-18.
- BOYER H., 1986, « "Diglossie": un concept à l'épreuve du terrain. L'élaboration d'une sociolinguistique du conflit en domaines catalan et occitan », *Lengas*, n°20, pp. 22-54.
- BOYER H., FOURNIER G., GARDY Ph., MARTEL Ph., MERLE R., PIC F. (eds.), 1989, *Le texte occitan de la période révolutionnaire*, Montpellier, A.I.E.O.
- CALVET L.-J., 1974, *Linguistique et colonialisme. Petit traité de glottophagie*, Paris, Payot.
- CALVET L.-J., 1987, *La guerre des langues*, Paris, Payot.
- FANON F., 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil.

- FANON F., 1961, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero. Réed. Paris, La Découverte, 2002.
- FERGUSON Ch., 1959, « Diglossia », *Word* 15, pp. 325-340.
- FISHMAN J., 1967, « Bilingualism with or without Diglossia ; Diglossia with or without Bilingualism », *Journal of Social Issues*, XXIII, 2, pp. 29-38.
- GARDY Ph., 1992, *Une écriture en archipel : cinquante ans de poésie occitane (1940-1990)*, Eglise-Neuve-d'Issac, Fédérop.
- GARDY Ph., 1996, *L'écriture occitane contemporaine, Une quête de mots*, Paris, L'Harmattan.
- GARDY Ph., LAFONT R., 1981, « La diglossie comme conflit : l'exemple occitan », *Langages*, n°61.
- GONZALEZ D., 1977, *L'occitan parlat jos tèrra*, Toulouse, Université de Toulouse – Le Mirail.
- KREMNITZ G., 1988, « La recherche (socio)linguistique en domaine occitan », *Bulletin de l'Association Internationale d'Etudes Occitanes* n°2-3, Westfield College, University of London.
- KREMNITZ G., 1993, *Multilingüisme social*, Barcelona, Edicions 62.
- LAFONT R., 1952, « Remarques sur les conditions et les méthodes d'une étude rationnelle du comportement linguistique des Occitans », *Annales de l'I.E.O.*, n°11, 41-45 ; Repris dans LAFONT R., 1997, pp. 11-17.
- LAFONT R., 1954, *Mistral ou l'illusion*, Paris, Plon. Réed. 1980, Enèrgas, Vent Terral.
- LAFONT R., 1965a, « Sobre l'alienacion. I. Del pus passat a nosautres », *Viure*, n°1, printemps de 1965.
- LAFONT R., 1965b, « Sobre l'alienacion. II. Ara », *Viure*, n°3, automne de 1965.
- LAFONT R., 1967, *La révolution régionaliste*, Paris, Gallimard.
- LAFONT R., 1968, *Sur la France*, Paris, Gallimard.
- LAFONT R., (dir.), 1971a, *Le Sud et le Nord, dialectique de la France*, Toulouse, Privat.
- LAFONT R., 1971b, *Décoloniser en France : les régions face à l'Europe*, Paris, Gallimard.
- LAFONT R., 1974, *La Revendication occitane*, Paris, Flammarion.
- LAFONT R., 1977a, « La diglossie en pays occitan, ou le réel occulté », dans *Bildung und Ausbildung in der Romania*, Band II, München, Fink, pp. 504-512. Repris dans LAFONT R., 1997, pp. 19-28.
- LAFONT R., 1977b, « D'un autre lieu : la trilogie de Pagnol », traduit de l'occitan : « D'un autre luòc : la trilogia de Pagnol », *Anales de l'I.E.O. nouvelle série*, n°1, pp. 53-78, et repris dans LAFONT R., 1997, pp. 125-148.
- LAFONT R., 1989, « Trente ans de sociolinguistique occitane (sauvage ou institutionnelle) », *Lengas*, n°25, 13-25. Repris dans LAFONT R., 1997, pp. 29-41.
- LAFONT R., 1992, « "Certain renard gascon, d'autres disent normand" », *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, Wien-Pécs, n°2, 11-25. Repris dans LAFONT R., 1997, pp. 149-162.
- LAFONT R., 1997, *Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie*, Paris, L'Harmattan.
- LAFONT R., ANATOLE Ch., 1970, *Nouvelle histoire de la littérature occitane*, Paris, PUF.
- LAMUELA X., BOYER, H., 1996, « Les politiques linguistiques » dans BOYER H. (dir.), *Sociolinguistique. Territoire et objets*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, pp. 147-177.
- LARZAC J., 1969, *Sous la France*, Clermont-l'Hérault, 4 Vertats.
- LARZAC J., 1971 (dir.), *4 Vertats. Le Petit livre de l'Occitanie*, Clermont-l'Hérault, 4 Vertats ; réed. 1972, Paris, Maspero.
- MALLET S., 1962, « La révolte des colonisés de l'intérieur », *France Observateur*, 11/02/1962. Repris et traduit en occitan dans BODON J., MALLET S., PRADEL. A., ROQUETA I., 1975, *Los carbonièrs de La Sala*, Enèrgas, Vent Terral.

- MARCY Ph., s. d., « Une grève peu ordinaire : Decazeville 1961-1962 », Arkheia, <http://arkheia-revue.org/Une-greve-peu-ordinaire.html>
- MARTEL Ph., 2010, *Les félibres et leur temps : renaissance d'oc et opinion (1854-1914)*, Bordeaux, PUB.
- MEMMI A., 1957, *Portait du colonisé, précédé du Portrait du colonisateur*, Paris, Buchet, Chastel, Arlêa. Réed. Paris, La Découverte, 2002.
- NINYOLES R. LI., 1969, *El conflicte lingüístic valencià*, València, Tres i Quatre.
- P. N. O. (Parti Nationaliste Occitan), « Peut-on unir le mouvement occitan ? ». Cité dans Abrate, 2001 : 543.
- P. N.O. (Parti Nationaliste Occitan), 1972, *Lo Lugarn*, n° 5.
- P.N.O. (Parti Nationaliste Occitan), 1973, *Occitanie libre*, Agen, Cap e Cap.
- PRADEL A., 1975, « La fam », in BODON J., MALLET S., PRADEL. A., ROQUETA I., *Los carbonièrs de La Sala*, Enèrgas, Vent Terral.
- PSICHARI J., 1928, « Un pays qui ne veut pas de sa langue », *Le Mercure de France*, Octobre, 1, pp. 63-121.
- RAPIN Ch., 1983, Albert Memmi, *Retrach del colonisat*, revirat [en occitan] per Cristian Rapin, Vent Terral, Enèrgas.
- ROQUETA I. [Rouquette, Y.], 1975, « Lo començament de quicòm », in BODON J., MALLET S., PRADEL. A., ROQUETA I., *Los carbonièrs de La Sala*, Enèrgas, Vent Terral.
- VALLVERDU F., 1970, *Dues llengües, dues funcions?*, Barcelona, Edicions 62.
- WEINREICH U. [1953] 1968, *Languages in Contact. Findings and Problems*, Pais/La Haye, Mouton.

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte-Legrand, Robert Fournier, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Isabelle Pierozak, Gisèle Prignitz, Georges-Elia Sarfati.

Conseiller scientifique : Jean-Baptiste Marcellesi.

Rédacteur en chef : Clara Mortamet.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Louise Dabène, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Marie-Christine Hazaël-Massieux, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolaï, Lambert Félix Prudent, Ambroise Queffélec, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture pour ce numéro : Pascale Barthélémy, Claude Caitucoli, James Costa, Laurent Demanze, Maria do Céu Fonseca, Michel Jourde, Jean de Dieu Karangwa, Philippe Martel, Bruno Maurer, Didier Péclard, Anna Pondopoulo, Alain Ricard, Henri Tourneux, Gérard Vignier.

Laboratoire Dysola – Université de Rouen
<http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol>

ISSN : 1769-7425